



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mercredi 15 mai 2013
Numéro 337

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*La prorogation devance le
«bazar des projets» électoraux*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*La loi mixte, le projet orthodoxe...
ou une longue prorogation?*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*Les Forces libanaises renversent
le projet orthodoxe*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Des manœuvres réciproques en
prévision de la prorogation*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*La cohésion du 14-Mars sauvée
in extremis*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*La loi mixte redonne vie au
14-Mars authentique*

Al Watan (quotidien syrien non-étatique)

*L'armée ramène le calme à
Droucha et reprend des positions
dans le vieux Homs*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*Les doutes entourent Genève 2
et Damas a remis aux Russes les
noms des négociateurs*

L'événement

Les Forces libanaises brisent l'unanimité chrétienne

L'accord électoral de la dernière minute conclu dans la nuit de mardi entre les Forces libanaises, le Courant du futur (CDF) et le Parti socialiste progressiste (PSP) a mélangé les cartes. L'unanimité chrétienne autour du projet orthodoxe a volé en éclat après le revirement de Samir Geagea, sans pour autant que l'unité du 14-Mars ne soit retrouvée. En effet, le parti Kataëb, exclu des concertations tripartites, a annoncé son refus de l'accord et son bloc parlementaire a été le premier à se rendre au Parlement pour la séance qui était prévue mercredi matin pour voter le projet orthodoxe, avant qu'elle ne soit reportée.

Le chef du Courant patriotique libre (CPL), le général Michel Aoun, a exprimé sa déception après le report de la séance. «Cette journée devait être historique», a déclaré M. Aoun, lors d'une conférence de presse place de l'Etoile. «Nous avons raté cette chance de redonner aux chrétiens leurs droits, ce qui s'est passé à Taëf vient de se reproduire aujourd'hui, a-t-il ajouté. Notre objectif reste de garantir l'égalité, et la proposition mixte ne le fait pas».

La séance a été reportée afin de permettre davantage de concertations entre les blocs parlementaires, après que le 14-Mars eut remis au président du législatif, Nabih Berry, le projet de loi concocté mardi soir. Ce projet est basé sur les modes de scrutin majoritaire et proportionnel et sur un nouveau découpage des circonscriptions. 46% des sièges parlementaires seront élus sur base de la proportionnelle et 54% suivant le mode majoritaire. Le scrutin majoritaire sera organisé au niveau de 26 circonscriptions, les cazas actuels. Le scrutin proportionnel sera organisé au niveau de six grandes circonscriptions, les cinq mohafazats actuels, le mohafazat du Mont-Liban étant divisé en deux circonscriptions: l'une formée des cazas de Jbeil, Kesrouan, Metn-Nord et Baabda; et la seconde regroupant les cazas du Chouf et de Aley.

Lors d'une conférence de presse, place de l'Etoile, le député des Forces libanaises Georges Adwan a déclaré que «cette proposition de loi ne vise à braquer aucun parti, y compris le CPL». «Nous avons accepté ce projet pour le bien du Liban», a-t-il ajouté. Nous avons recherché une bonne représentation des chrétiens et le renforcement de la coexistence». «Le courant du Futur et le PSP rejetaient la proportionnelle. Nous avons tenu de nombreuses réunions et nous sommes parvenus à un résultat», a encore dit M. Adwan.

Après avoir reporté la séance de mercredi, le président Berry a appelé à des réunions ouvertes d'ici à vendredi de la sous-commission parlementaire chargée d'examiner les projets de loi électorale.

Le chef du législatif avait présenté à ses alliés, mardi soir, une nouvelle proposition de loi électorale mixte, qui vient en réponse à l'accord tripartite (CDF-FL-PSP). La proposition de M. Berry prévoit d'élire 64 députés sur base d'un scrutin organisé suivant le système proportionnel et 64 suivant le système majoritaire. Le scrutin sera organisé sur base de 26 circonscriptions. Selon le quotidien An-Nahar, publié mercredi, cette proposition aurait reçu le feu vert de plusieurs composantes du 8 et du 14 Mars.

ILS ONT DIT...

Elnashra.com (Site d'information indépendant)

Naji N. Boustani, journaliste libanais indépendant

Depuis le déclenchement de la bataille de Qoussair, dans la campagne de Homs, et la participation de combattants du Hezbollah et des comités populaires, il est clairement apparu que cette offensive dépassait la simple récupération d'un village par-ci et d'une bourgade par-là. Elle entre dans le cadre d'un plan militaire ayant des objectifs et des dimensions stratégiques. Comment a-t-il été mis en œuvre et à quelle étape sommes-nous actuellement:

Première étape: L'attaque a commencé contre la colline de Mando, qui surplombe la plupart de la région de Qoussair, et contre un pont important qui relie les deux rives de l'Oronte. Le but était de localiser les positions des groupes armés et d'empêcher leur infiltration à l'ouest de l'Oronte. Les villages de Bourhaniyé et Radwaniyé, proches de la frontière libanaise, ont été pris d'assaut pour isoler les lignes de ravitaillement des miliciens de l'intérieur du Liban.

Deuxième étape: La localité de Abel, qui relie les villes de Qoussair et de Homs a été occupée, dans le cadre d'un plan visant à resserrer progressivement l'étai sur Qoussair.

Troisième étape: Une vaste offensive a été lancée pour prendre le contrôle de villages à l'ouest de l'Oronte, suivie quelques jours plus tard par une attaque d'envergure sur les villages à l'Est du fleuve. Les localités de Joussé, Saadiya, Sfarja, Khalidiyé, Qadish, Mansouriyé, Salloumié, Jarroussié, Sekmaniyé, Ouznité etc... ont été occupées. Les rebelles ont été contraints de se retirer vers l'intérieur de la ville de Qoussair.

Quatrième étape: Une attaque a été lancée avec succès contre trois villages: Haidariyé, Doumeina-Gharbiyé et Ach el-Warwar, ce qui a permis de couper la route entre Qoussair et Homs, utilisée pour ravitailler en armes, nourritures et équipements les rebelles.

Cinquième étape: Elle se déroule en ce moment. L'aviation syrienne bombarde les positions rebelles dans Qoussair, transformée en champs de ruine, en préparation de l'offensive au sol de toutes les directions.

Les objectifs de la bataille de Qoussair sont les suivants:

- 1-Préparer la bataille de Homs, dont la moitié est encore occupée par les rebelles, et qui était considérée comme le «berceau de la révolution».
- 2-Empêcher le déploiement des rebelles vers la campagne au nord de Damas et éviter qu'ils coupent la route Homs-Damas. Maintenir ouverte la route Tartous-Damas.
- 3-Mettre un terme au ravitaillement des rebelles du centre de la Syrie à partir du Liban.
- 4-Sécuriser une large zone du centre de la Syrie, sous le contrôle du régime, et protégée par le Hezbollah sur son flanc ouest.

Al Hayat

Des sources proches du Premier ministre désigné affirment que Tammam Salam a transmis au président de la République, Michel Sleiman, son insistance à former un gouvernement «plus tôt que tard», qu'il n'attendra pas «deux ou trois mois» et qu'il n'est pas question qu'il se récuse. M. Sleiman se serait montré compréhensif à l'égard de ces positions.

Les mêmes sources ajoutent que M. Salam a expliqué au chef de l'Etat avoir offert au 8-Mars de nombreuses concessions, en leur proposant notamment le ministère des Finances. Il a assuré qu'en cas de démission des ministres chiïtes ou des représentants du 8-Mars, il se tiendra à leurs côtés et démissionnera également, ce qui provoquera le départ du gouvernement.

Najib Mikati, Premier ministre démissionnaire au Liban

“Un cabinet non objectif ne peut pas gouverner, puisque le critère du fait accompli ne peut pas préserver le Liban des dangers, tout comme la paralysie des institutions ne peut sauver le pays. Les lois existent pour servir le peuple et renforcer l'appartenance nationale, et toute loi qui se fonde sur des critères sectaires, confessionnels ou communautaires renforcera les divisions entre Libanais. Ainsi, une loi confessionnelle ne peut pas produire un Parlement national, capable de légiférer sur les questions nationales. Très sincèrement, aucune catégorie, fût-elle majoritaire, ne peut prétendre à la gestion unilatérale du pays, et aucune catégorie, même minoritaire, ne devrait se sentir lésée. Une loi qui garantit les intérêts de la majorité et annule la représentation d'une partie des Libanais est contraire à l'unité nationale. Le Liban n'existe que sur la base de l'équilibre et du consensus entre tous ses fils. Toute tentative d'aller à contre-chemin de cet esprit conduira le Liban à la discorde, en menacera la stabilité et torpillera toutes les composantes de l'union nationale.

Sami Gemayel, député du parti libanais Kataëb

“Le parti Kataëb a des réserves au sujet du projet de loi électorale approuvé par le 14 Mars et le PSP. Nous nous sommes abstenus d'approuver ce projet et souhaitons la poursuite des concertations entre toutes les parties politiques. Le président Nabih Bery est favorable aux concertations afin de parvenir à une loi électorale satisfaisante pour tous. Le parti Kataëb est prêt à assurer le quorum nécessaire à toute séance parlementaire et à voter une loi électorale, à condition qu'elle soit compatible avec nos convictions.

Deux obus syriens au Mont Hermon

Une porte-parole de l'armée israélienne a déclaré que deux projectiles tirés depuis la Syrie se sont abattus mercredi dans un secteur du Mont Hermon occupé par Israël. «Il y a eu deux explosions du côté israélien du mont Hermon, nous examinons les circonstances de l'incident», a-t-elle ajouté, tout en soulignant que «cela est lié à la situation en Syrie». Plusieurs incidents similaires se sont produits ces derniers temps dans cette région. Rappelons que la Syrie avait annoncé l'ouverture du front du Golan en riposte aux raids israéliens contre Damas, le 5 mai.

La conférence sur la Syrie aura lieu à Genève

La prochaine conférence internationale sur la Syrie se déroulera de nouveau à Genève au niveau ministériel, a annoncé mercredi aux journalistes le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov. «Quant aux participants, il ne s'agira pas de chefs d'Etats, seuls les ministres et leurs adjoints prendront part à la conférence», a-t-il précisé. Le ministre russe a ajouté que l'essentiel était que l'opposition syrienne et le gouvernement se déclarent prêts à soutenir la tenue de cette conférence. Dans ce contexte, le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal al-Moqdad, a affirmé que «la Syrie n'acceptera aucun diktat et ses amis ne l'accepteront pas non plus». Mardi, le ministre syrien de l'Information Omrane al-Zohbi avait déjà exclu toute discussion sur le sort du président Bachar al-Assad, estimant que cette question était du ressort «du peuple syrien et des urnes», en référence à la présidentielle de 2014 en Syrie.

Libération (Quotidien français de gauche)

Le président russe Vladimir Poutine a mis en garde mardi contre tout acte déstabilisant davantage la situation en Syrie, à l'issue d'entretiens avec le Premier ministre israélien, dont le pays a mené des frappes aériennes près de Damas au début du mois.

La visite imprévue en Russie du chef du gouvernement israélien, Benjamin Netanyahu, avait été annoncée samedi, aussitôt après la confirmation par Moscou de son intention de livrer au régime de Damas des systèmes sol-air sophistiqués S-300, un équivalent russe des Patriot américains.

Un membre du gouvernement israélien avait souligné dimanche que M. Netanyahu était «tout à fait déterminé» à dissuader M. Poutine d'effectuer ces livraisons. «Il est crucial dans ce moment important d'éviter tout acte pouvant déstabiliser la situation», a cependant déclaré en retour M. Poutine à l'issue des entretiens à Sotchi, selon les agences russes.

La confirmation par Moscou d'informations de presse sur son intention de livrer des S-300 à la Syrie avait fait suite aux frappes aériennes menées par Israël près de Damas au début du mois.

«Nous souhaitons établir la paix avec tous nos voisins», a observé de son côté M. Netanyahu, soulignant toutefois, selon Ria Novosti, que la tâche du gouvernement israélien était «de défendre ses citoyens».

Les S-300 sont des systèmes capables d'intercepter en vol des avions ou missiles guidés. L'installation d'un tel système de défense sol-air compliquerait fortement toute nouvelle frappe israélienne, et tout projet des États-Unis ou de leurs alliés d'établir une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie.

Les dirigeants russes ont confirmé vendredi la perspective de ces livraisons, trois jours à peine après avoir reçu le secrétaire d'Etat américain John Kerry et donné des espoirs d'une solution négociée. Mais selon le quotidien russe Kommersant, M. Poutine a confirmé lui-même vendredi au Premier ministre britannique David Cameron, lui aussi venu en Russie pour parler de la Syrie, que Moscou avait bien l'intention de livrer ces systèmes à Damas.

«Après deux frappes de l'armée de l'air israélienne en Syrie, Netanyahu va avoir du mal à dissuader le président russe de livrer des armes de défense», avait estimé Boris Dolgov, de l'Institut russe des études orientales.

Pour Viktor Kremeniouk, de l'Institut USA-Canada de Moscou, Benjamin Netanyahu, en soulevant la question des missiles, avertissait la Russie «qu'Israël détruira ces S-300 quand ils seront livrés».

Il s'agit d'un marché conclu en 2010 pour la livraison de quatre batteries de missiles S-300, comprenant six rampes de tir et 144 missiles d'une portée de 200 kilomètres, pour un montant de 900 millions de dollars, d'après des informations de source israélienne du Wall Street Journal.

JSSNews (Site francohone israélien)

L'ambassadeur israélien à l'Onu, Ron Prosor, a déposé une plainte à l'Onu contre Ann Dismorr, la directrice de l'Office de secours des Nations unies et de travaux pour les réfugiés palestiniens au Liban. Lors du lancement de projets financés par l'Allemagne au Liban plus tôt ce mois-ci, le responsable a posé avec une carte dans laquelle Israël n'existait pas et toute la région du Jourdain à la mer a été intitulée «Palestine arabe.» «Vous n'avez pas besoin d'avoir un doctorat en géographie pour comprendre que la carte du Moyen-Orient qui omet toute mention de l'Etat d'Israël, est un scandale», Prosor aurait écrit dans la lettre. «Qu'une organisation internationale comme l'UNRWA, qui est censée rester neutre, prenne partie de la sorte en nous provoquant et en tentant d'effacer Israël de la carte est scandaleux.» Prosor a exigé que le chef de l'ONU enquête et condamne les actions du directeur de l'UNRWA.

Le projet de l'UNRWA au Liban est d'une valeur d'environ 4,5 millions de dollars et vise à améliorer le réseau d'approvisionnement en eau et la réhabilitation des abris dans le village de Rashidieh. Le site de l'UNRWA a déclaré que: «un certain nombre de responsables libanais et palestiniens de haut rang» étaient présents.